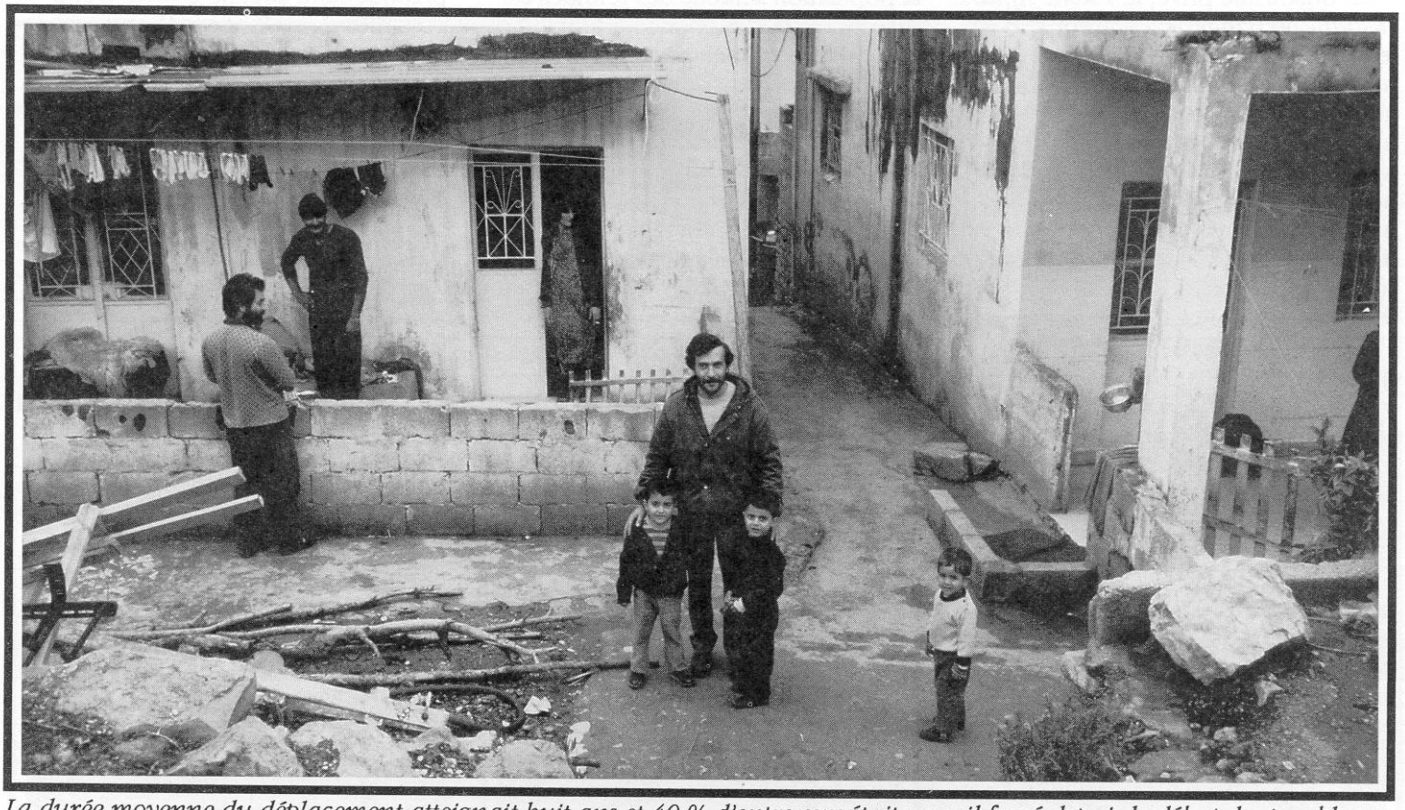
EN EXIL CHEZ SOI



La durée moyenne du déplacement atteignait huit ans et 40 % d'entre eux était en exil forcé depuis le début des troubles.

Le Liban vit en état de guerre depuis plus de 15 ans et une partie importante de sa population a dû se déplacer pour fuir le conflit.

De nombreux organismes d'aide, tant libanais qu'internationaux, présents sur le terrain, se sont appliqués à prodiguer l'assistance nécessaire. Vivres, vêtements et médicaments ont été acheminés de façon régulière et relativement efficace.

Mais les déplacements, temporaires croyait-on, sont devenus permanents dans de nombreux cas. Déjà au début des années 80, après plusieurs années de guerre, les personnes déplacées représentaient le plus grand problème du pays, problème auquel personne n'était en mesure de répondre, à cause d'un manque de connaissance et de compréhension des besoins.

L'Institut d'études en sciences sociales appliquées, né du mariage d'une équipe libanaise, attachée à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, avec quelques chercheurs de l'Université Laval de Québec, a donc entrepris une vaste enquête visant à mieux comprendre la réalité et les besoins des Libanais déplacés, histoire d'améliorer l'efficacité des organismes d'aide.

Dirigée par un universitaire libanais, la recherche est rendue possible grâce à la participation du CRDI et de la Fondation Ford. Y travaillent des psychologues, des travailleurs sociaux, des sociologues, des géographes et un démographe.

« L'aide d'urgence est là, raconte André Beaudoin, professeur de service social à l'Université Laval et membre de l'équipe de recherche. Mais après 15 ans de guerre, d'autres besoins, bien que moins apparents, sont devenus beaucoup plus importants. En ce moment, les ressources capables d'aider les personnes déplacées à s'organiser manquent terriblement. On dirait que tous les intervenants occupent le même créneau, celui de l'aide d'urgence. »

L'équipe a défini quatre grands objectifs, chacun comportant un volet d'enquête : mesurer l'ampleur et les caractéristiques des migrations internes; identifier les conditions de vie de ces populations déplacées; étudier les effets psychosociaux et familiaux de ces déplacements; identifier l'aide la plus appropriée dans un contexte de reconstruction.

La recherche-terrain en sciences sociales est rarement facile. Mais quand le terrain s'appelle le Liban, les choses se compliquent d'autant. Théâtre d'épisodes violents, le territoire libanais est de plus constitué de régions pratiquement fermées les unes aux autres. En conséquence, en plus de cinq ans, deux volets seulement ont pu être complétés.

Des résultats pleins de surprises

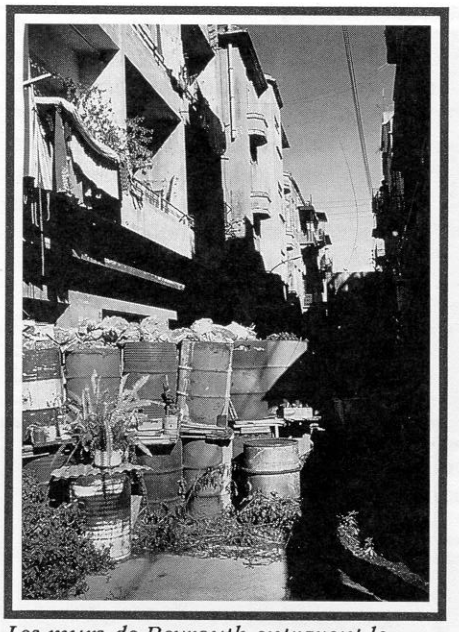
On partait de loin : le dernier recensement de la population libanaise datait de 1932! Et personne ne s'entendait sur le nombre de personnes déplacées ni sur leur origine ethnique. Chaque groupe, Palestiens, Sunnites, Chrétiens ayant ses propres statistiques... pas nécessairement d'une objectivité à toute épreuve.

La première enquête a donc pris des allures de recensement, rejoignant plus de 55 000 ménages, soit environ 10 % de la population libanaise. Il en est ressorti que le nombre de ménages déplacés par la guerre oscille entre 574 000 et 662 000, sur une population totale variant entre 2,83 millions et 3,28 millions d'habitants. Des résultats fort instructifs : cet estimé est aujourd'hui considéré par plusieurs comme le plus fiable disponible dans tout le Liban !

Alors qu'on croyait généralement que les régions de Beyrouth Est et Beyrouth Ouest avaient été principalement touchées par l'exode de leurs habitants, il s'est avéré que presque toutes les régions du pays avaient été affectées de façon presque identique. Mais le phénomène a frappé différemment les diverses couches sociales. Agriculteurs, propriétaires d'entreprises et artisans étant beaucoup moins mobiles que les employés ou les professionnels. « Normal, commente André Beaudoin, ces personnes ne laissant leur gagne-pain derrière eux qu'en toute dernière extrémité. »

L'enquête a aussi permis de comprendre que les déplacements temporaires devenaient, plus souvent qu'autrement, permanents. Au moment du sondage, la durée moyenne du déplacement atteignait huit ans, et 40 % des populations déplacées était en exil forcé depuis le début des troubles, en 1975.

L'équipe a ensuite retenu 2 000 ménages déplacés, pour les soumettre à un questionnaire plus approfondi, portant sur les conditions de vie. Il en est ressorti que les conditions de guerre n'ont pas entraîné la disparition des modes d'aide familiaux traditionnels. Ainsi, un ménage devant s'établir dans une nouvelle région a été, autant que possible, hébergé par des membres de sa famille.



Les murs de Beyrouth entravent le travail des chercheurs tout comme les déplacements des citadins.

Parallèlement, de nouveaux mécanismes d'aide, plus informels ceux-là, sont apparus. Ainsi, les différents corps de milice, parce qu'ils contrôlaient les sources de revenus et de nombreux biens, se sont trouvés en position de distribuer emplois et logements réquisitionnés.

Le chef du ménage déplacé, malgré des périodes de chômage assez longues, se retrouve généralement du travail, bénéficiant même, dans certains cas, de meilleures conditions d'emploi que celles qu'il a laissées.

Reste que les conditions de vie des personnes déplacées, même depuis longtemps, son restées très difficiles. Certains vivent depuis des années dans des motels réquisitionnés, nombreux n'ont ni eau courante, ni salle de bain.

La troisième enquête, actuellement en cours, vise directement les organismes d'aide. L'équipe de recherche veut vérifier la vision qu'ont les intervenants des difficultés et des besoins des personnes déplacées, définir le type d'aide qu'ils apportent, où et à qui. « Les résultats, poursuit André Beaudoin, pourraient aider les Libanais à se doter d'une infrastructure d'aide plus efficace que les groupes actuels, cloisonnés de façon ethno-culturelle et presque tous concentrés à Beyrouth. » Le chercheur avoue cependant que les intervenants, quelque peu méfiants, ne se prêtent pas volontiers au questionnaire, ce qui pourrait limiter la portée des résultats obtenus.

Le quatrième volet, de son côté, rejoindra une trentaine de familles qui feront l'objet d'entrevues en profondeur. L'équipe veut ainsi mesurer l'impact du déplacement sur les relations familiales et les rapports parents-enfants. Qui détient l'autorité? Quel impact l'exil intérieur a-t-il sur les résultats scolaires des enfants? Quelles relations les familles développent-elles avec la milice ? Ce quatrième volet espère répondre à toutes ces questions et ainsi raffiner la compréhension que les Libanais ont déjà de leur situation actuelle.

Malgré les difficiles conditions qui règnent sur le terrain, l'Institut d'études en sciences sociales appliquées espère terminer cet ambitieux projet au cours des prochains mois.

Louise Gendron à Québec.

M. Abou Selim
Université St-Joseph
Faculté des Lettres et Sciences Humaines
B.P. 293, Beyrouth, Liban